



HAL
open science

Introduction

Thierry Berthet, Olivier Costa, Rodolphe Gouin, Xabier Itçaina, Andy Smith

► **To cite this version:**

Thierry Berthet, Olivier Costa, Rodolphe Gouin, Xabier Itçaina, Andy Smith. Introduction. Thierry Berthet, Olivier Costa, Rodolphe Gouin, Xabier Itçaina et Andy Smith (dir.). Les nouveaux espaces de la régulation politique, L'Harmattan, pp.13-20, 2008, Logiques politiques, 978-2-296-05668-8. halshs-00332751

HAL Id: halshs-00332751

<https://shs.hal.science/halshs-00332751v1>

Submitted on 21 Oct 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Thierry Berthet, Olivier Costa, Rodolphe Gouin, Xabier Itçaina et Andy Smith

Les sciences, constituées aux prismes du positivisme et de la rationalité scientifique, obéissent à une logique de différenciation/spécialisation. Comme le rappelle François Jacob, « de fait le début de la science moderne date du moment où aux questions générales se sont substituées des questions limitées » (Jacob, 1981). Cette logique de spécification s'appuie sur la définition de paradigmes et de champs d'observation tendant à se particulariser pour finalement s'institutionnaliser en disciplines (Kuhn, 1983 ; Schemel, 1994). Si la terminologie disciplinaire renvoie à des représentations de cloisonnement et de réglementations propres aux milieux monastique et carcéral, c'est qu'elle exprime effectivement la définition, dans la sphère scientifique, d'un balisage rigide des objets et des méthodes et leur encadrement dans des corporatismes jouant dans le recrutement et l'évaluation des chercheurs. Cette dynamique de différenciation/spécialisation connaît, dans le domaine de la recherche, des développements constants qui tendent à accroître sans cesse le morcellement des disciplines.

La science politique n'échappe pas à ce mouvement. Elle connaît elle aussi une différenciation croissante de ses champs d'investigation, de ses méthodes de recherche et de ses modèles d'analyse. "Political science, in the lifetime of some of us, was once a discipline, a monistic world of commonality. It had a solid (now mythical) epistemological base in logical philosophy of science [...]. No matter what one's speciality was or was evolving toward, there were common landmarks, books, concepts, and hall-of-fame authors duly appointed to be presidents of the American Political Science Association" (Fox et Miller, 1996, p 62). La notion d'une culture scientifique disciplinaire commune à tous les politistes n'est plus de rigueur à telle enseigne qu'il serait parfaitement illusoire aujourd'hui d'espérer connaître sur le fond l'ensemble des problématiques qu'embrasse la science politique. Avec l'abandon progressif des métathéories explicatives et porteuses d'une pragmatique de recherche, la science politique a connu une fragmentation constante de sa communauté. Sur la base d'une culture commune, les lignes de clivage étaient établies entre les grandes options théorico-méthodologiques que proposaient ces métathéories. On peut constater qu'aujourd'hui elles se sont effondrées laissant place à une démultiplication de l'outillage et des objets. L'absence de grands ensembles explicatifs a abouti à une prolifération de modèles à rationalité limitée à des objets particuliers. Ce ne sont plus avant tout les fondements épistémologiques qui sont marqueurs d'une identité dans la discipline. La différenciation se joue principalement en termes d'objets empiriques et de choix théoriques ou méthodologiques circonscrits. Le politiste contemporain est en premier lieu spécialiste d'un sous-domaine restreint de la discipline qui peut se référer à une communauté d'analyse circonscrite en termes d'aire culturelle, de méthode de traitement des données ou de courant analytique, pour ne citer que ces exemples.

La double exigence de positionnement théorique et empirique place également le politiste contemporain dans une posture délicate en mettant parfois en tension les registres disciplinaires sollicités. Les conditions concrètes d'exercice de la profession sont inextricablement mêlées au type de production intellectuelle qui en résulte. Le flou entourant la notion même de politique pousse le chercheur à étendre indéfiniment ses champs d'investigation à des domaines autrefois réservés aux seuls économistes, sociologues, psychologues, philosophes ou anthropologues, voire à l'analyse littéraire. Le politiste ne peut, à moins de s'enfermer dans une superbe et vaine indifférence, ignorer les apports de disciplines dont le regard reste souvent central dans l'appréhension de ces objets. Il doit cependant veiller à maintenir l'originalité de sa propre approche tout au long de ce dialogue. Le risque, bien connu, de l'échappée pluridisciplinaire est double : celui de s'éloigner d'un questionnement politiste d'abord centré sur les enjeux de pouvoir ; celui, ensuite, de ne produire au final qu'un résultat bien maigre au regard des exigences des autres disciplines concernées.

Ce constat peut sembler assez banal à tous ceux qui, peu ou prou, ont une certaine pratique de la recherche, et de l'enquête de terrain en particulier, qui propulse souvent le politiste sur des domaines réservés. Il prend cependant une acuité toute particulière au moment où la

recherche appliquée ou sur contrat tend à devenir l'une des sources majeures du financement des laboratoires de science politique. L'enjeu est, dès lors, de concilier trois exigences : celle, hiérarchique, du commanditaire, qui attend de la recherche qu'elle réduise la complexité du réel saisi en débouchant sur des propositions opératoires ; celle, scientifique, de la communauté des politistes qui évaluera avant tout la restitution, ordonnée et reconstruite, de ladite complexité ; celle, enfin, prosaïque, de la nécessité pour le chercheur et son laboratoire du financement de véritables enquêtes. Les croisements des évaluations émanant de l'une ou l'autre de ces sources soulignent que ces exigences sont loin de concorder systématiquement. L'irréductibilité du terrain ressort renforcée de certaines recherches contractuelles qui, en poussant le politiste à creuser le dialogue avec les autres spécialistes de la thématique observée, court le risque de l'éloigner du questionnement généraliste sur le pouvoir, la légitimation, l'institution ou autre grand objet de la science politique. Que le chercheur se mute en expert n'est ni condamnable ni louable en soi. Qu'il se réduise à cette seconde figure est plus problématique, surtout si cela implique une rupture de l'ancrage au sein de communautés de pensée qui restent volontiers généralistes sur leur thématique tout en recentrant leur questionnement sur les formes, objets et usages du politique.

La discipline éclate ainsi en communautés de spécialistes sous-disciplinaires dont la caractéristique principale est d'être relativement peu ouvertes : "Political science is now an umbrella term, like a freeway turn off sign leading to a mall filled with speciality shops, under which an increasingly fragmented series of groups meet" (Fox et Miller, 1996, *op. cit.*, p. 63). Cet éclatement progressif se met en place par une démultiplication des lieux de publication, des manifestations scientifiques (colloques, séminaires), et des groupes de recherches spécialisés. On assiste en fait à une « réticularisation » des disciplines scientifiques et à une multiplication de scènes particularistes où se joue la reconnaissance (forcément limitée) des chercheurs. L'image réputationnelle qui fonde pour une large part leur légitimité, se projette dès lors dans des réseaux de plus en plus réduits. Les échanges scientifiques se limitent à une exploration sans cesse plus pointue de phénomènes sociaux et de registres de questionnements partagés par une communauté épistémique limitée. La recherche se construit aujourd'hui au sein de réseaux plus ou moins étanches de spécialistes et le modèle kuhnien (Kuhn, 1983, *op. cit.*) de fonctionnement des découvertes scientifiques souffre sans doute d'une raréfaction ou tout au moins du caractère très limité des paradigmes.

Cette inscription des chercheurs dans des communautés épistémiques restreintes et internationalisées transforme la nature de la vie collective des laboratoires. Au sein d'une unité de recherche, les membres sont autant de têtes de réseaux dont la légitimité scientifique tient plus à la reconnaissance de ces réseaux et de la place qu'ils y occupent qu'à la notoriété de leurs équipes de rattachement. Les recherches collectives de laboratoire deviennent marginales, les lieux d'échange et de co-construction s'y font rares et leur direction tient de plus en plus de la logistique d'appui à des parcours individuels qu'à l'animation d'une vie collective.

Les modalités contemporaines de l'activité des chercheurs tendent à renforcer cette fragmentation en favorisant, au sein des unités de recherche, les travaux individuels. Apparentée à un marché concurrentiel mondialisé, la recherche en sciences sociales, et singulièrement ici en science politique, tend à minorer le rôle des structures collectives que sont les laboratoires. La sociologie des sciences souligne le caractère structurant de la démarche individuelle dans l'avancement des recherches. L'isolement du chercheur n'est ainsi pas une nouveauté, c'est une caractéristique de fait. Ce qui change en revanche, c'est le cadre dans lequel s'inscrit cette démarche personnelle. S'il est impossible de démêler précisément les rôles respectifs de l'initiative individuelle et de l'engagement collectif, il importe de souligner que l'équilibre nécessaire entre ces deux visages de la recherche est évolutif au gré des disciplines et des orientations stratégiques de la politique scientifique des grands organismes de recherche publique.

Ce constat tranché doit naturellement être tempéré par le rappel que des lieux et des moments d'interaction collective existent bel et bien au sein des laboratoires. Certains sont de nature organisationnelle et gestionnaire (conseil de labo, réunions stratégiques) ou de nature scientifique (séminaires de recherche, conférences, préparation d'un projet collectif d'unité, etc.).

L'ouvrage qui s'ouvre ici est le fruit d'une série de ces rencontres. Animé par Évelyne Ritaine et Olivier Costa, le séminaire général du CERVL - Pouvoir, Action publique, Territoire (unité mixte de recherche du CNRS) a constitué durant l'année 2004-2005 un moment privilégié d'échange. Le CERVL est un laboratoire de science politique sis à l'Institut d'études politiques de Bordeaux qui a acquis, au fil des années, une expertise reconnue dans le champ des politiques territoriales. Partant des analyses du local, ses chercheurs explorent aujourd'hui toutes les dimensions de la relation du politique à l'espace et au territoire, que ce soit à l'échelle locale, nationale, européenne ou globale. Cette évolution est analysée en conclusion de l'ouvrage par Claude Sorbets, directeur du CERVL au moment de la tenue de ces échanges. Il démontre comment la tectonique des approches politologiques conduites à Bordeaux sur les territoires accompagne une série de transformations marquantes de la régulation politique comme des recherches qui y sont consacrées. Cette évolution explique aussi pourquoi, à partir de janvier 2007, le CERVL devient le SPIRIT – Science Politique Relations Internationales Territoire – en intégrant deux équipes de recherche l'une sur les relations internationales, l'autre sur les politiques canadiennes ; et, plus généralement, en réaffirmant son attachement à la discipline de la science politique.

Le principe ambitieux fondant ce séminaire était pour les chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants du laboratoire, d'exposer leur démarche individuelle de recherche en privilégiant l'explicitation de l'usage d'instruments théoriques et méthodologiques au profit d'une entrée disciplinaire commune. Cette association des chercheurs et enseignants-chercheurs avec les doctorants dans une même réflexion doit être soulignée. Elle témoigne de la vivacité d'une ambition collectivement assumée qu'on ne forme bien les jeunes chercheurs à la pratique individuelle de leur métier que par la discussion en commun de leurs travaux.

La perspective d'une publication de ces rencontres a fait partie du schéma initial de leur organisation ce qui en a fait, pour ses protagonistes, une double mise à l'épreuve, à l'intérieur de leur communauté professionnelle immédiate comme à l'extérieur de celle-ci.

Cet ouvrage est ainsi le résultat d'un parti pris, celui de l'intérêt que peut représenter la présentation autant que l'explicitation des travaux conduits au sein d'un laboratoire français de science politique. Ainsi une unité de recherche publique donne à voir les recherches fondamentales qui y sont individuellement conduites et affirme l'intérêt de leur discussion collective par ceux qui la composent.

La priorité a donc été donnée à la présentation et au débat sur les stratégies individuelles de recherche. De manière apparemment surprenante, trouver sinon de la cohérence du moins des éléments de transversalité thématique et méthodologique aux différents chapitres de cet ouvrage n'a pas été difficile. Le résultat présenté ici consiste à présenter la dynamique collective d'un laboratoire de science politique par la mise en relief des recherches individuelles qui y sont conduites. Notre souhait est ainsi de souligner que la cohérence de recherches empiriques individuées peut trouver des lignes de convergence à travers les questionnements théoriques et méthodologiques de chercheurs qui ont pour point commun de s'interroger sur les manières d'appréhender les modes de régulation d'espaces publics en transformation. On vise ainsi à dégager la démarche originale d'un laboratoire qui a pour qualité première de faire le pari du pragmatisme dans les approches et se démarque des centres de recherche affirmant leur unité dans la poursuite individuelle d'un paradigme ou d'une série de concepts collectivement acceptés. Ce visage pluriel des recherches conduites au CERVL nous paraît être une force, le témoignage de la capacité à nourrir collectivement, et par des postures très différentes tant du point de vue des outils théoriques mobilisés que des objets d'étude, des recherches individuelles reconnues nationalement et internationalement.

La notion de stratégie de recherche est ainsi au cœur de cet ouvrage. Elle fait lien entre ses parties en étant articulée à l'analyse des transformations dans la régulation de nouveaux espaces publics. Cette notion regroupe trois éléments clés de la démarche de recherche : l'explicitation des choix théoriques, le rapport au travail empirique et la revue critique de la littérature.

La démarche des chercheurs est en effet aujourd'hui largement dépendante de l'état de la littérature à un double titre. Très en amont, elle pèse sur les grandes options méthodologiques et paradigmatiques du chercheur. Bien souvent, sa conception de la recherche est conditionnée par ses compétences méthodologiques ou par son appartenance à une école de pensée ; même lorsque tel n'est pas le cas, le chercheur tend à aborder son objet « à la

manière de », ou du moins avec le désir d'y appliquer une grille d'analyse, un paradigme ou une méthode inspirés par d'autres. Les lectures conditionnent également le choix même de l'objet à étudier, en fonction des indications données par certains auteurs ou, par défaut, en raison du déficit de la recherche sur un point particulier. La revue de la littérature est, en second lieu, une étape indispensable de la démarche scientifique du fait de la nature cumulative de la recherche et/ou de la volonté « poppérienne » de falsifier des résultats préalables. Il importe de prendre connaissance des travaux existants afin d'éviter les répétitions et de situer son propos dans un débat scientifique plus large. Le travail de recensement et de lecture tient ainsi une place croissante dans l'activité du chercheur en raison de la multiplication des possibilités de diffusion et d'accès offertes par les nouvelles technologies, et de l'inflation du nombre des publications, le mouvement de spécialisation des chercheurs étant dans la plupart des cas largement compensé par celle-ci.

Ce travail bibliographique pose des problèmes particuliers aux chercheurs français, qui sont soumis à des tensions contradictoires. D'une part, ils sont fortement incités par le fonctionnement de leur communauté scientifique et le caractère encore très national des procédures d'évaluation et de recrutement, à faire largement référence à la littérature francophone et à publier en français. À la différence de ce qui prévaut dans nombre d'autres pays européens et dans les disciplines des sciences dites dures, l'édition francophone reste importante en sciences humaines et sociales (SHS). Toutefois, très rares sont aujourd'hui les politistes qui font abstraction de la littérature anglo-saxonne et envisagent leur activité à un niveau purement hexagonal. Il existe aujourd'hui de multiples incitations à publier en anglais et à s'inscrire dans un espace de recherche international (financements internationaux et européens, évolution des critères de l'évaluation, internationalisation des carrières) ; de nombreuses évolutions facilitent d'ailleurs ce mouvement (nouvelles technologies, modification de la politique des bibliothèques universitaires, possibilités de mobilité).

Cependant on constate encore dans de nombreux domaines un fort hiatus entre les recherches françaises et les recherches anglo-saxonnes, qu'il s'agisse des approches, paradigmes et méthodes utilisés, voire des conclusions auxquelles aboutissent les chercheurs. On note également de grandes différences dans les modes d'articulation et d'interaction entre les multiples disciplines et sous-disciplines. Ces dissemblances s'expliquent par la spécificité des histoires et cultures scientifiques nationales – particulièrement sensible en SHS – et par les contraintes spécifiques qui s'exercent sur les chercheurs et universitaires selon leur lieu d'exercice. En France, certains étudiants sont amenés à privilégier des approches ou objets propres à l'espace scientifique francophone afin de décrocher une allocation de recherche, puis un poste. Même si de nombreux chercheurs se sentent étrangers à ce phénomène – notamment au CNRS –, il existe ainsi des « chapelles » bien visibles dans la science politique française. Aux États-Unis et dans les pays dont le système universitaire s'inspire de l'expérience nord-américaine, cette logique d'école est également très présente, du fait de la grande autonomie dont jouissent les universités lors du recrutement de leurs enseignants. Il est accentué par le rôle central des indicateurs bibliométriques et de la « réputation » dans l'évaluation des chercheurs, qui constituent une incitation forte à s'inscrire dans un courant ou, au contraire, à s'y opposer fortement. Il y a là deux façons d'être cité – en bien ou en mal, peu importe – par ses pairs et sollicité pour participer à des manifestations scientifiques. Ce comportement, largement intériorisé par les chercheurs et doctorants anglo-saxons, ne favorise pas les approches nuancées ou œcuméniques.

Les forts contrastes qui existent bien souvent entre les littératures francophone et anglophone qu'un chercheur peut mobiliser, induisent des difficultés de positionnement. Les politistes sont toutefois bien placés pour savoir qu'une contrainte institutionnelle est également une ressource pour l'action. La confrontation de ces deux ensembles bibliographiques permet en effet de renouveler les approches d'un objet. En France, dans la décennie 1960-1970, les principales avancées des sciences sociales ont été le fait de chercheurs qui ont su mobiliser une littérature anglo-saxonne alors largement ignorée. Inversement, s'ils attirent aujourd'hui l'attention sur leurs travaux à l'échelle internationale, c'est notamment en raison de l'originalité de leur démarche, qui se nourrit d'une tradition peu connue à l'étranger.

Parmi les éléments fondant une « exception culturelle » de la recherche politologique française, on relève, outre l'intérêt porté à une approche sociologique des phénomènes institutionnels, la vivacité de la réflexion sur la place des articulations territoriales dans les

phénomènes de gouvernance polycentrique contemporaine. C'est sur ce registre que se développe le thème central de cet ouvrage, celui des nouvelles articulations territoriales liées à la régulation politique contemporaine. Qu'on les envisage depuis la perspective surplombante des débats internationaux sur la régulation du commerce mondial ou du point de vue plus individualisé de l'aide sociale apportée aux retraités, ces nouvelles relations entre niveaux de pouvoir interrogent les catégories classiques de la science politique. Les scènes territoriales du politique évoluent constamment et l'histoire des institutions souligne ces dynamiques récurrentes de réagencement spatial du politique. La période contemporaine propose, à travers la mondialisation des échanges et le dépassement supra et infranational de l'État-nation, une série d'enjeux analytiques pour les sciences sociales. Ces transformations affectent le politique dans ses trois dimensions constitutives – *polity*, *politics* et *policy* – et mettent les modèles classiques d'analyse hérités de la centralité de l'État national à rude épreuve. Déplacement des scènes de la compétition politique, déstabilisation des modèles nationaux d'intégration, émergence de modèles de gouvernance multiniveaux et polycentrique, constituent autant de défis pour le chercheur en science politique, surtout s'il s'intéresse de près aux articulations nouées entre pouvoir, action publique et territoire.

Les contributions regroupées dans cet ouvrage investissent cet enjeu depuis des points de vue multiples, en mobilisant des champs, des modèles et des méthodes divers et parfois singuliers. Il nous a semblé possible, toutefois, de les regrouper autour de deux grands axes de questionnement qui forment les deux parties de cet ouvrage, chacune introduite par une lecture transversale de leurs apports. Une première série de textes porte sur les questions que pose à la science politique la difficulté à saisir des espaces publics en recomposition ou l'émergence de nouveaux espaces pour le politique. L'enjeu est ici de trouver des outils performants ou pertinents pour comprendre ces nouveaux espaces. Une seconde série de chapitres aborde la question de la difficulté à analyser, avec les outils classiques de la science politique, la porosité de plus en plus forte des espaces privés et publics. La régulation d'espaces sociaux hybridant de plus en plus étroitement sphère privée (ses comportements, ses normes et ses intérêts spécifiques) et action publique (comme lieu de d'arbitrage d'intérêts concurrents) lie donc fortement toutes ces contributions.

En mettant au cœur de cet ouvrage la réflexion sur le travail politique – c'est-à-dire autant sur l'intervention des acteurs du politique que sur celle des chercheurs – pour le comprendre et le rendre intelligible, notre ambition est de contribuer au développement d'une science politique française originale en ce qu'elle hybride une tradition bien ancrée d'apports sociologiques et institutionnels avec les traits dominants d'une science politique nord-américaine plus interactionniste. Le caractère fondamental des recherches exposées dans les chapitres suivants se loge ici. Les textes présentés, par l'accent délibérément mis sur les stratégies de recherche déployées pour saisir cette phénoménologie nouvelle du politique, constituent autant d'exemples d'une science en mouvement. Renouveler les modes d'analyses des territoires du politique, tel est l'enjeu des travaux individuels collectivement soutenus par cette institution singulière de la science politique qu'était le CERVL, et dont l'originalité de la posture se poursuit et fonde sa recomposition au sein de sa nouvelle forme, celle du SPIRIT¹.

REFERENCES

- Fox Charles J. et Miller Hugh T., *Post Modern Public Administration : Toward Discourse*, Londres, Sage Publications, 1995.
- Jacob François, *Le jeu des possibles : essai sur la diversité du vivant*, Paris, Fayard, 1981, coll. « Le temps des sciences ».
- Kuhn Thomas S., *La Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983, coll. « Champ scientifique, 115 ».
- Schemeil Yves, *La science politique*, Paris, A. Colin, 1994, coll. « Cursus. Série Droit et science politique ».

¹ Science politique, Relations internationales, Territoire.